



Contribution de Jean RENARD

Rapporteur général du Conseil de développement

renard.jean@numericable.fr

Nantes 2030 : Quelques réflexions iconoclastes

Une épidémie gagne nos territoires. Nul ne sait quand et comment elle va s'arrêter.

Elle fait la fortune des bureaux d'études et des experts ou supposés tels. Elle se manifeste par des symptômes et des signes cliniques. Elus et techniciens des collectivités locales sont pris d'une frénésie qui confine à une fièvre erratique. Les médecins l'attribuent à l'approche des échéances électorales et à l'atmosphère délétère qui règne dans nos provinces. Région, département, métropole, pays, agglomération et même les communautés de communes sont touchés. Chacun entend dissenter sur le futur. Peut-être pour se cacher des réalités d'aujourd'hui et de la morosité ambiante. Il faut la nommer : **C'est la démarche prospective territoriale.**

Ici l'horizon est 2030, là 2040, voire 2050. Les comptes ronds font les bons amis !

De Ma ville demain à Ma région d'après-demain, des fabriques angevines à la destination voyage 2030 de l'agglomération de Saint-Nazaire, de mon pays à l'ombre de la métropole à mon littoral en proie aux dangers du tout tourisme, on ne voit que dynamisme, croissance démographique, innovations spectaculaires, avenir radieux.

Samedi 15 juin la région des Pays de la Loire a ainsi présenté, à l'école d'architecture, les réflexions des élus, techniciens et citoyens volontaires. Il s'agissait de rendre compte des assises régionales qui ont mobilisé pendant près de deux ans les participants. Parallèlement, les opposants à cette initiative proposaient un forum citoyen de Bretagne dans une salle proche !

Cette déferlante de travaux est sympathique. Elle permet à bon nombre de citoyens de se rencontrer et d'échanger. Elle n'est pas sans intérêt. Si ce n'est qu'elle occulte les questions qui fâchent. Elle vise au consensus où tout le monde est fait de gentils et confine au mythe d'une réalité aseptisée et sans aspérités.

Rappelons pour mémoire ce qu'en disait Roland Barthes dans Mythologies en 1957 :

« Le mythe est une parole dépolitisée. Le mythe ne nie pas les choses, sa fonction est au contraire d'en parler : simplement, il les purifie, il les innocente, les fonde en nature et en éternité, il leur donne une clarté qui n'est pas celle de l'explication, mais celle du constat...il abolit la complexité des actes humains, leur donne la simplicité des essences...il organise un monde sans contradictions...un monde étalé dans l'évidence, il fonde une clarté heureuse : les choses ont l'air de signifier toutes seules ».

Les plus savantes de ces études sur le futur de nos territoires utilisent le modèle mettant en relation forces et faiblesses, atouts et menaces, vendu par des officines qui se targuent du nom d'aménageurs des territoires. On utilise les vieilles recettes éculées badigeonnées de neuf par l'utilisation d'une cartographie tape à l'œil et de formules magiques destinées à impressionner les élus. Le tout enveloppé d'une logorrhée qui fait illusion. Il suffit de comparer les luxueuses présentations sur papier glacé ou sur écran d'ordinateur pour se faire une idée du vide et du creux des analyses, répétitives et stéréotypées d'un territoire à l'autre, avec les mêmes recettes les mêmes résultats, et les mêmes conclusions. De l'ouverture à l'international, des solidarités à préserver et du développement économique à conserver, le même triptyque de solutions est présenté, quel que soit le territoire, cela ne saurait faire de mal.

Bien entendu, nulle concertation, ou mise en relation, entre ces études et analyses faites à des échelles géographiques différentes, nulle attention aux recoupements et aux conséquences à d'autres échelles sur les territoires voisins. Chacun se dit et se veut territoire dynamique et d'innovations et entend se faire le plus attractif possible, sinon le plus beau.

Comme l'Etat a abandonné de fait ce qui devrait être sa fonction, l'aménagement des territoires, pour la confier aux grands groupes internationaux du BTP par la multiplication des partenariats entre public et privé, le fameux PPP, désormais ce sont Bouygues, Veolia, Vinci et consorts qui « aménagent » les territoires, on peut se demander à quoi et à qui servent ces études et analyses coûteuses de prospective.

En vérité, ces recherches dites de prospective s'expliquent et se justifient du fait que nos sociétés n'ont plus de boussole. Incapables de résoudre les problèmes, les conflits et de faire des choix raisonnés faute d'une vision politique qui permettait de tracer le chemin, nos élites et édiles se projettent sur des lendemains.

Quel doit être alors le positionnement des membres de notre Conseil de développement face à ce déferlement d'analyses ? Faut-il que nous ajoutions notre expertise faite de bonne volonté et de bon sens ?

Je crois que nous ne devons pas nous tromper de sujet. Il y a urgence à régler un certain nombre de problèmes, de choix à faire en terme d'équipements et d'aménagement qui sont d'actualité (aéroport, gare, franchissements, CHU, étalement urbain, agriculture périurbaine, relations avec les villes et les pays voisins, risques de toute nature, avenir industriel de l'estuaire, rôle du fleuve, conséquences du vieillissement des populations, emploi des jeunes etc).

Le Conseil de développement doit se positionner face à ces deux attitudes du court ou du long terme. Si l'on entend être une sorte d'université citoyenne, il faut accepter les principes du jeu universitaire, celui du débat contradictoire.

Poser les bonnes questions et les mettre en débat, compte tenu des spécificités des territoires analysés, des héritages et des comportements originaux des populations, des milieux et de l'environnement des lieux examinés ; mais aussi décortiquer les systèmes complexes à chaque échelle géographique ; mais encore prendre en compte le jeu complexe des structures et des mémoires pour affiner les diagnostics ; accepter les conflits et les points de vue différents et les examiner avec attention, sont des préalables avant de se lancer dans l'aventure d'une réflexion de fond sur les futurs possibles de nos sociétés locales.